

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 14–17 novembre 2011

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2011/9-D/1

14 octobre 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – YÉMEN 200038

**Appui d'urgence à la population vulnérable
en matière de sécurité alimentaire et de
nutrition**

Coût (dollars É.-U.)

	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	63 907 081	20 430 268	84 337 349
Coût total pour le PAM	89 938 030	32 637 399	122 575 429

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

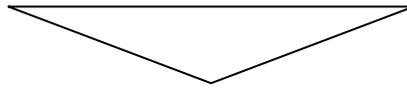
Directeur régional, ODC*: M. D. Belgasmi tél.: 066513-3561

Attachée de liaison, ODC: Mme M. Jaring tél.: 066513-2342

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional du Caire (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale)

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve la proposition d'augmentation budgétaire de 32,6 millions de dollars É.-U. au titre de l'IPSR Yémen 200038 "Appui d'urgence à la population vulnérable en matière de sécurité alimentaire et de nutrition " (WFP/EB.2/2011/9-D/1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION

1. La présente révision budgétaire couvre: i) le maintien d'un filet de sécurité d'urgence saisonnier pour venir en aide à 1,2 million de ménages exposés à une insécurité alimentaire grave pendant la période de soudure 2012; ii) la fourniture de 4 486 tonnes supplémentaires de produits alimentaires pour une intervention d'urgence en 2012, compte tenu de la détérioration de la situation sociopolitique. Elle consiste plus particulièrement à:
 - augmenter la quantité requise de produits alimentaires de 33 402 tonnes, pour une valeur de 20,4 millions de dollars;
 - augmenter les coûts de transport extérieur en fonction de l'accroissement du tonnage de produits alimentaires;
 - porter les coûts de transport terrestre, entreposage et manutention à 203,56 dollars par tonne;
 - augmenter les coûts d'appui directs de 188 000 dollars et réduire les autres coûts opérationnels directs de 1 177 000 dollars.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

2. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200038 (janvier 2011-décembre 2012) – principale opération du portefeuille d'activités au Yémen – vise à combattre une situation d'insécurité alimentaire grave et de malnutrition aiguë. Elle a été mise sur pied à la suite de l'enquête détaillée sur la sécurité alimentaire réalisée par le PAM en 2010 et s'inscrit dans le prolongement de l'opération d'urgence en faveur des populations vulnérables touchées par la hausse des prix des produits alimentaires. L'IPSR, a pour but d'éviter que ne s'aggrave encore le degré d'insécurité alimentaire et de malnutrition et de renforcer les capacités gouvernementales afin de faciliter le passage à des interventions de moyen et long terme.
3. L'IPSR compte actuellement cinq composantes:
 - i) un volet nutrition, pour lutter contre la malnutrition aiguë modérée au moyen d'une supplémentation alimentaire généralisée en faveur des enfants de moins de 2 ans et d'une supplémentation alimentaire ciblée en faveur des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes;
 - ii) un filet de sécurité d'urgence saisonnier pour venir en aide aux personnes en situation d'insécurité alimentaire grave durant la période de soudure allant de mai à octobre 2011, au moyen de transferts alimentaires; le PAM a lancé en 2011 un programme-expérimental de transferts monétaires inconditionnels, parallèlement aux transferts alimentaires saisonniers effectués au titre du filet de sécurité d'urgence. Cette initiative permettra au PAM d'évaluer les avantages comparatifs des transferts monétaires et alimentaires dans la lutte contre l'insécurité alimentaire sévère au Yémen;
 - iii) des activités Vivres contre travail ciblant les ménages ruraux exposés à l'insécurité alimentaire, afin d'améliorer leur accès aux vivres et, à plus long terme, leur sécurité alimentaire;

- iv) une intervention alimentaire d'urgence moyennant la distribution de rations cuisinées ou sèches aux familles déplacées par suite des troubles civils et des catastrophes naturelles;
- v) un volet renforcement des capacités, pour aider le Gouvernement à mettre en place un cadre propice à l'élaboration de solutions à long terme permettant de protéger les populations vulnérables au moyen d'un filet de sécurité national.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA RÉÉVALUATION

4. La situation humanitaire au Yémen est en train de se dégrader: depuis la mi-février, l'instabilité politique a entraîné des affrontements violents entre les forces gouvernementales et les composantes antigouvernementales et tribales, ce qui a exacerbé l'insécurité alimentaire, déjà critique, dans le pays. Au cours des derniers mois, les familles vulnérables ont pâti de l'augmentation des prix alimentaires et des pénuries de combustible et de gaz à usage domestique; 96 pour cent des ménages sont acheteurs nets de nourriture, et les ménages les plus pauvres sont les plus touchés.
5. Fin mai 2011, le PAM a examiné la situation des quatre gouvernorats les plus touchés par l'insécurité alimentaire – Rayma, Amran, Hajja et Ibb – et 32 groupes de discussion ont fait le point sur la sécurité alimentaire au sein de leur communauté ainsi que sur les conséquences des chocs récents pour les ménages vulnérables. Dans les zones rurales, les prix des principales denrées alimentaires ont augmenté entre janvier et mai 2011: 67 pour cent pour le riz, 33 pour cent pour l'huile végétale, 38 pour cent pour la farine de blé et 22 pour cent pour le sucre. Les ménages les plus pauvres ont recours à des expédients dangereux pour s'adapter à cette situation: ils sautent des repas, ne mangent plus de viande ou de poisson ou jeûnent. Les prix des denrées alimentaires sont plus élevés de 7 pour cent en zone rurale que dans les agglomérations, probablement en raison de la hausse des coûts de transport due à la pénurie de carburant.
6. Lorsque l'IPSR 200038 a été conçue, on pensait que le filet de sécurité d'urgence mis en place en 2011 permettrait de remédier à l'insécurité alimentaire aiguë et que le Gouvernement et les partenaires de développement seraient en mesure de le remplacer par d'autres dispositifs de protection en 2012. Or, après vérification sur le terrain au mois de mai, il est apparu, au contraire, que du fait de l'instabilité régnante, la sécurité alimentaire ne s'améliorera pas au cours de l'année à venir: le filet de sécurité d'urgence devra donc être maintenu de manière à couvrir la période de soudure de 2012.
7. En 2012, le PAM compte mettre sur pied un système de suivi de la sécurité alimentaire et des programmes couvrant les ménages bénéficiaires et non bénéficiaires dans les régions ciblées, afin d'affiner le ciblage, notamment en ce qui a trait aux dispositifs de sécurité. Cette initiative sera mise en œuvre en collaboration avec les partenaires nationaux tels que le Fonds pour la protection sociale et le Fonds social pour le développement.
8. Compte tenu de la situation actuelle, la prévalence de la malnutrition aiguë modérée a probablement encore augmenté. Bien que les activités de nutrition aient rencontré en 2011 des difficultés liées à l'insécurité et aux carences opérationnelles du Ministère de la santé publique et de la population, le PAM compte atteindre les bénéficiaires de ces programmes comme prévu en 2012; il continuera donc de surveiller l'évolution des prix et de l'insécurité et adaptera ses activités en conséquence.

OBJET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

9. La révision proposée prévoit une extension du filet de sécurité d'urgence pour la période de soudure allant de mai à octobre 2012. Compte tenu des problèmes de sécurité et d'accès, mais aussi de l'expérience de 2011, on estime que cela permettra de venir en aide à 1,2 million de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave dans les huit gouvernorats les plus touchés par l'insécurité alimentaire auxquels le PAM a apporté son assistance en 2011¹. Le ciblage géographique sera finalisé sur la base d'une mise à jour de l'enquête détaillée sur la sécurité alimentaire; afin de permettre des comparaisons saisonnières, une nouvelle enquête aura lieu en octobre-novembre 2011.
10. En 2011, le PAM a mis en place un programme expérimental de transferts monétaires inconditionnels, parallèlement aux interventions liées au filet de sécurité d'urgence saisonnier. Ce programme comprend une évaluation, par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, des avantages comparatifs des deux types de transferts monétaires et alimentaires, pour la lutte contre l'insécurité alimentaire grave dans les zones rurales du Yémen. Le PAM s'appuiera sur les conclusions de cette évaluation, qui seront disponibles début 2012, pour choisir la meilleure des deux solutions.
11. Vu la situation politique du Yémen et sa vulnérabilité face aux catastrophes naturelles, le PAM propose d'élargir la portée de la composante d'intervention d'urgence afin de venir en aide aux familles récemment déplacées. On a calculé, sur la base des niveaux observés dans le passé, qu'il faudra fournir une ration journalière sèche à 3 000 ménages – soit 21 000 personnes – au cours de l'année 2012.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR TYPE D'ACTIVITÉ (2012)				
Activité	Catégorie de bénéficiaires	Bénéficiaires		
		Nombre actuel	Augmentation	Nombre révisé*
Supplémentation alimentaire ciblée: enfants de 6 à 59 mois	Femmes et enfants vulnérables au plan nutritionnel	164 000	-	164 000
Supplémentation alimentaire généralisée: enfants de 6 à 24 mois		206 000	-	206 000
Supplémentation alimentaire ciblée: femmes enceintes et mères allaitantes		44 000	-	44 000
Filet de sécurité d'urgence	Ménages en situation d'insécurité alimentaire grave	-	1 235 000	1 235 000
Vivres contre travail	Ménages en situation d'insécurité alimentaire	35 000	-	35 000
Intervention alimentaire d'urgence	Personnes déplacées et victimes d'une catastrophe	-	21 000	21 000
TOTAL		394 548	1 256 000	1 632 653

* Les totaux ont été ajustés pour éviter de compter deux fois les bénéficiaires des distributions de vivres au titre du filet de sécurité d'urgence et au titre de la supplémentation alimentaire.

¹ Les gouvernorats devant être ciblés par le PAM sont, par ordre de prévalence décroissante de l'insécurité alimentaire: Rayma, Hajja, Ibb, Addhaleh, Amran, Al-Mahweet, Al-Bayda et Taiz.

12. Les modalités de distribution dans le cadre du filet de sécurité d'urgence seront les mêmes que celles adoptées en 2011, avec, comme principal partenaire du PAM, le Ministère de l'éducation. Les points de distribution seront choisis en fonction de leur facilité d'accès (écoles en dehors des heures de classe, par exemple). En raison de l'éloignement d'un grand nombre des zones à atteindre, des carences de l'infrastructure et des risques pour la sécurité, la distribution se fera tous les deux mois durant le semestre de soudure.
13. S'agissant de l'intervention alimentaire d'urgence destinée aux personnes déplacées du fait des troubles civils ou des catastrophes naturelles, le PAM constituera des comités de gestion chargés d'assurer la liaison avec les populations concernées et de mettre au point les modalités de distribution convenant à chaque contexte.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES QUOTIDIENNES APRÈS RÉVISION, PAR ACTIVITÉ (par personne et par jour)		
Type d'aliment	Filet de sécurité d'urgence	Intervention alimentaire d'urgence
Farine de blé (g)	119	476
Huile végétale (g)	11	22
Biscuits à forte teneur énergétique (g)	-	95
Total	130	593
Total kcal/jour	515	2 291
% kcal d'origine protéique	11	12
% kcal d'origine lipidique	23	17

Évaluation du risque

14. Le risque principal lié au contexte est la dégradation de la sécurité, qui aurait pour effet de restreindre l'accès dont le PAM et ses partenaires ont besoin pour les évaluations, les distributions et le suivi. Le risque principal lié à la programmation porte sur le point de savoir si les partenaires coopérants ont la capacité d'appliquer les programmes de supplémentation alimentaire à travers le réseau de centres de santé; le PAM s'efforce d'atténuer ce risque au moyen d'activités axées sur le renforcement des capacités. Les principaux risques d'ordre institutionnel concernent: i) la sécurité du personnel du PAM et de ses partenaires; ii) l'insuffisance du financement, qui entraînerait une réduction de l'assistance (voir l'annexe II).

BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES

15. Le tableau 3 indique les quantités supplémentaires de produits alimentaires requises dans le cadre de cette révision budgétaire.

TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES, PAR ACTIVITÉ (en tonnes)			
Activité	Chiffre actuel	Augmentation	Chiffre révisé
Supplémentation alimentaire ciblée (enfants de 6 à 59 mois)	2 237	-	2 237
Supplémentation alimentaire généralisée (enfants de 6 à 24 mois)	8 348	-	8 348
Supplémentation alimentaire ciblée (femmes enceintes et mères allaitantes)	7 009	-	7 009
Filet de sécurité d'urgence	40 802	28 916	69 718
Vivres contre travail	6 301	-	6 301
Intervention alimentaire d'urgence (rations sèches)	6 356	4 486	10 842
Intervention alimentaire d'urgence (rations cuisinées)	183	-	183
TOTAL	71 236	33 402	104 638

16. Le PAM utilisera des procédures standard afin de s'approvisionner sur les marchés internationaux, régionaux ou locaux les plus économiques².

² Cette révision retire du budget initial les fonds alloués au titre des autres coûts opérationnels directs pour la transformation alimentaire en 2011 et 2012. Le bureau de pays comptait sous-traiter la fabrication et le conditionnement du mélange blé-soja et sucre afin de pouvoir disposer tous les mois d'un stock complet de rations pour les enfants de moins de 2 ans ainsi que pour les femmes enceintes et les mères allaitantes. Cependant, étant donné la faible durée de conservation des aliments composés, ceux-ci doivent faire l'objet d'une distribution et d'une consommation immédiates. L'insécurité a entravé le transport et entraîné des retards fréquents, si bien que l'on ne peut pas tabler sur une consommation immédiate. Le bureau de pays a donc décidé de suspendre la transformation des produits alimentaires mais il étudiera la possibilité de reprendre cette activité en cas d'amélioration de la situation.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
Produits alimentaires ¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	30 055	15 168 753	
Légumes secs	-	-	
Huiles et matières grasses	2 628	4 358 020	
Formules et aliments composés	719	903 495	
Autres	-	-	
Total, produits alimentaires	33 402	20 430 268	
Total partiel produits alimentaires et transferts			20 430 268
Transport extérieur			347 344
Transport terrestre, entreposage et manutention			10 713 769
Autres coûts opérationnels directs			-1 177 260
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			188 120
Total des coûts opérationnels directs			30 502 242
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			2 135 157
COÛT TOTAL POUR LE PAM			32 637 399

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement des budgets et d'approbation. La composition peut varier.

² Chiffre indicatif fourni à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (<i>en dollars</i>)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Voyages officiels du personnel	186 720
Total partiel	186 720
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	1 400
Total partiel	1 400
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	188 120

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence		
<p>Effet direct 1.1 Prévention et réduction de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans les populations ciblées</p> <p>Effet direct 1.3 Amélioration de la consommation alimentaire des ménages ciblés pendant la période d'assistance</p>	<p>➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, mesurée par le périmètre brachial, réduite de 10% dans les zones ciblées Valeur de référence: enquête 2010 - périmètre brachial (12-59 mois): 9,2%</p> <p>➤ Supplémentation alimentaire - taux de récupération >75%</p> <p>➤ Supplémentation alimentaire – taux de non-observance <15%</p> <p>➤ Supplémentation alimentaire - taux de mortalité <3%</p> <p>➤ Supplémentation alimentaire - taux de non-réaction</p> <p>➤ Score de consommation alimentaire des ménages Valeur de référence : enquête 2010 – faible: 11,8%; moyen: 19,7%; bon: 68,5%. Objectif: bon= 80%.</p>	<p>Les mères sont prêtes à se déplacer jusqu'aux centres de distribution pour recevoir les rations de supplémentation destinées à leurs enfants</p> <p>Les interventions concernant la malnutrition aiguë grave sont mises en œuvre comme prévu par l'UNICEF</p> <p>Les homologues gouvernementaux transposent les interventions nutritionnelles à une plus grande échelle, comme prévu</p> <p>Augmentation des prix des produits alimentaires ou de l'inflation générale</p>
<p>Produit 1.1 Distribution en toute sécurité de produits alimentaires et non alimentaires de qualité et en quantité suffisante aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés</p>	<p>➤ Nombre effectif de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant une assistance alimentaire et autre, par catégorie et en pourcentage des bénéficiaires prévus</p> <p>➤ Volume de produits alimentaires effectivement distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues¹</p> <p>➤ Volume d'articles non alimentaires effectivement distribués, par type d'article, en pourcentage des distributions prévues</p> <p>➤ Nombre d'incidents touchant la sécurité</p> <p>➤ % de distributions entravées par des ruptures de la filière d'approvisionnement</p>	<p>Moindres disponibilités alimentaires sur les marchés locaux</p> <p>Instabilité et insécurité</p> <p>La violence aux centres de distribution touche les bénéficiaires et le personnel d'exécution</p>



¹ Les distributions prévues prennent en compte les critères de quantité, de qualité et de ponctualité.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

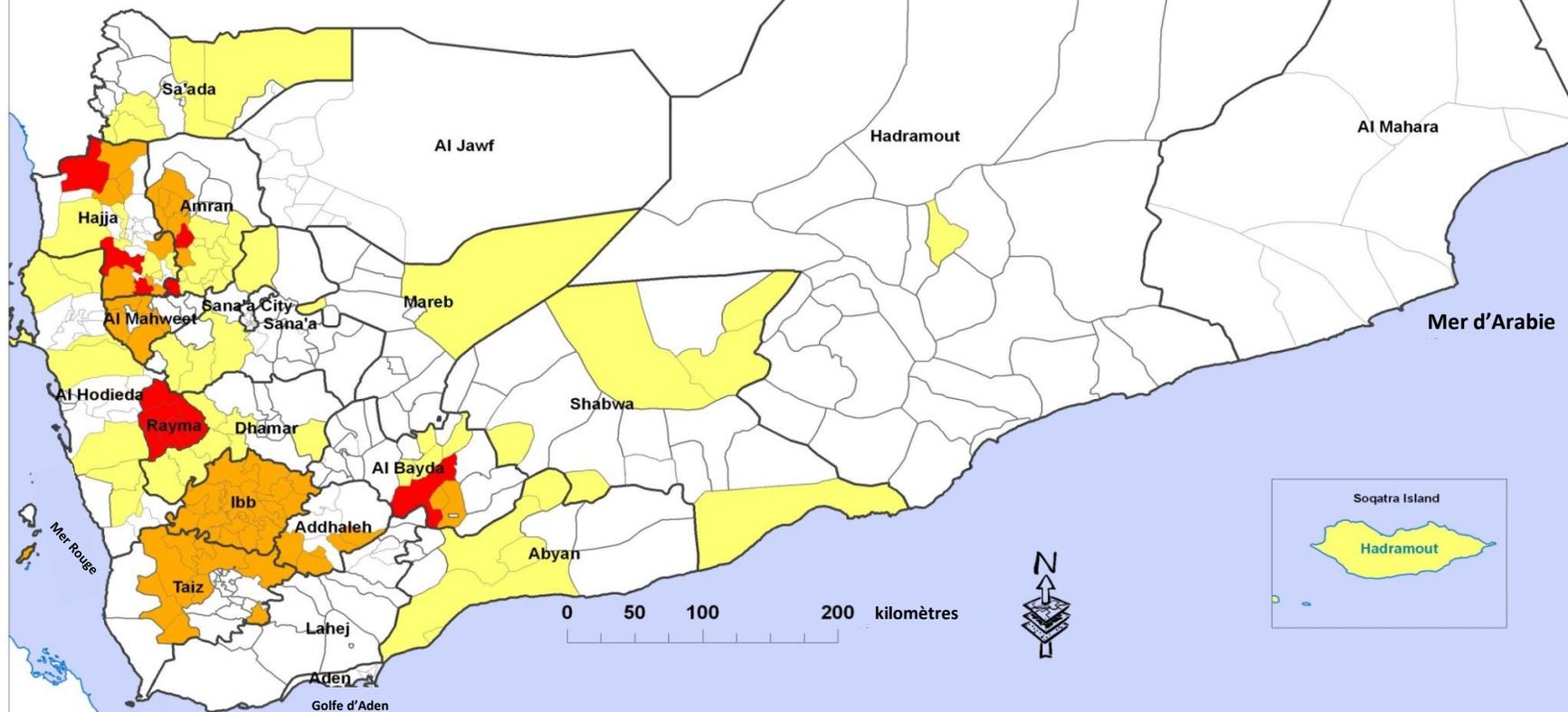
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim		
<p>Effet direct 5.3</p> <p>Prise en compte dans le cadre général de la politique nationale des solutions au problème de la faim</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Allocation de crédits dans les plans d'action nationaux² aux fins de la mise en œuvre de stratégies de lutte contre la faim et/ou de sécurité alimentaire et nutritionnelle 	<p>La stratégie nationale en matière de nutrition, la stratégie nationale en matière de sécurité alimentaire et la nouvelle stratégie de ciblage du Fonds pour la protection sociale sont entérinées par le Parlement</p>
<p>Produit 5.3</p> <p>Renforcement des capacités et de la sensibilisation par le biais de stages et de formations organisés par le PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de plans d'action nationaux qui prévoient des crédits pour la mise en œuvre de stratégies de lutte contre la faim et/ou sécurité alimentaire et nutritionnelle ➤ Nombre de personnes ayant reçu une formation dans les domaines suivants: évaluation des besoins, ciblage, gestion quantitative et qualitative de l'aide alimentaire, analyse des marchés, gestion de l'information et procédures d'appels d'offres au niveau local, ventilé par sexe et par catégorie (PAM, fonctionnaires locaux, partenaires) 	<p>Le nouveau plan quinquennal (2011-2015) est entériné par le Parlement</p>



² On entend par plans d'action nationaux les lois, les politiques ou les documents de planification du développement se rapportant en particulier à la lutte contre la faim et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Zones d'intervention du PAM de l'IPSR Yémen 200038 (2012)

ACV
Analyse et
cartographie de la
vulnérabilité



Légende

- Districts servant de cadre à des activités de nutrition et du système de protection sociale d'urgence
- Districts servant de cadre à des activités du système de protection social d'urgence
- Districts servant de cadre à des activités de nutrition

Légende administrative

- Limite de district
- Limite de gouvernorat



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement